

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (89)583

Vol. 1989/0182

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 17 novembre 1989

COM(89) 583

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/1435/89

ACCELEREE

Délai: VENDREDI 24 NOVEMBRE 1989 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Secteur viti-vinicole
- casier viticole (Portugal)

Proposition de M. Mac SHARRY

Décision proposée :

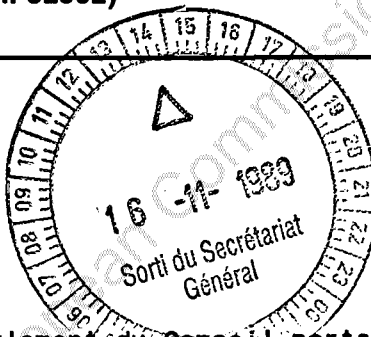
- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant dispositions particulières relatives à l'établissement du casier viticole communautaire au Portugal;
. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire

Ce projet vise à établir le casier viticole plus rapidement que prévu au Portugal compte tenu de l'adoption des stabilisateurs et du renforcement des contrôles.

Les incidences financières sont précisées dans la fiche d'accompagnement.

Compte tenu de l'urgence, M. le Président a marqué son accord sur l'engagement d'une procédure écrite par voie accélérée.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW, DEWOST

p.i. : M. de MOOR

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG. VI / E / 3
DG. VI / G / 1

Services associés :
- pour accord -

DG. XIX

Accord

DG. XXIII

Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable

Langue originale

F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Consultation du P.E. : obligatoire (art. 243 AA)

du CES : id.

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du
Conseil portant dispositions particulières relatives à l'établissement du casier
viticole communautaire au Portugal.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 3820 intitulé : Actions de contrôle et de lutte contre la fraude.

2. Base juridique : Art. 43 du traité.

3. Classification : Dépense obligatoire/RECHERCHES

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : établissement d'un casier viticole communautaire dans les pays membres producteurs de vin à l'aide :
- d'une contribution communautaire à son coût ainsi qu'à l'informatisation de sa gestion;
- d'agents mandatés chargés de la coordination de sa mise en oeuvre.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : remboursement des dépenses nationales⁽¹⁾; possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 50%

5.3 Calcul :

Indice : $(680.000 \text{ exp.} \times 0,7) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3) = 581.000$

Coût global de l'établissement du casier : $48 \text{ écus} \times 581.000 = 27,9 \text{ mégas}$

Coût à la charge du budget communautaire : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ mégas}$

Investissements en informatique : 0,4 mégas

Frais de mission/divers relatifs aux agents mandatés : 25.000 écus/an.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

(2)

6.1 Échéancier des crédits (crédits non dissociés en mio écus)

Exercice	
19 89	-
19 90	1,2
19 91	1,7
19 92	2,6
■ exercices suivants ⁽³⁾	9
Total :	14,5

6.2 Financement pendant l'exercice en cours : n'est pas nécessaire.

7. Observations : (1) sauf pour les frais de mission et frais divers des agents mandatés qui sont déboursés directement par la Commission.

(2) Avec hypothèse d'octroi d'avances

Pour 1990 l'avance sera octroyée dans la limite des disponibilités de crédits.

(3) Il est fait l'hypothèse que le Portugal bénéficiera d'une période dépassant 1992 pour la mise en oeuvre du casier.

Cette mesure n'a pas d'impact sur les PME et l'emploi.

Diese Massnahme hat weder Auswirkungen auf Klein-und Mittelbetriebe noch auf die Beschäftigungslage.

This measure has no impact on the small and medium-sized businesses and employment.

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE CALENDRIER

Cette proposition de règlement doit être transmise au Conseil dans les plus brefs délais afin d'être soumise au Parlement au plus tard lors de sa session en décembre 1989, étant donné que la mise en oeuvre du casier viticole au Portugal est prévue par anticipation dès le premier janvier 1990.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION A LA COMMISSION

Dans le contexte nouveau depuis l'adhésion du Portugal, dû à l'adoption des stabilisateurs et du renforcement des contrôles, il s'agit d'établir le casier viticole plus rapidement que prévu au Portugal, afin de faciliter l'application de la réglementation communautaire dans le cadre de la deuxième étape d'adhésion.

Ce point avait fait l'objet d'une réaction favorable de Monsieur Mac Sharry lors de sa rencontre avec Monsieur Barretto, ministre de l'Agriculture portugaise, le 11 mai dernier à Bruxelles.

Historical Archives of the European Commission

EXPOSE DES MOTIFS

Le renforcement des Instruments d'intervention et de limitation du potentiel de production résultant de l'adoption des stabilisateurs nécessite davantage de moyens de contrôle, comme le démontre l'adoption du règlement (CEE) n° 2048/89 du Conseil du 19 juin 1989, portant règles générales relatives aux contrôles dans le secteur viti-vinicole⁽¹⁾.

Le démarrage le plus tôt possible, dès le début de 1990, des travaux d'établissement du casier viticole au Portugal anticipera la mise en place de cet Instrument et permettra sa réalisation dans des délais se rapprochant de ceux exigés dans les autres Etats membres.

(1) J.O. N° L 202 du 14.7.1989, p.32

PROJET
de
REGLEMENT N° DU CONSEIL
du
portant dispositions particulières relatives à l'établissement
du casier viticole communautaire au Portugal

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal et notamment son article 234 paragraphe 3,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que l'établissement du casier viticole communautaire, prévu par le règlement (CEE) n° 2392/86 du Conseil du 24 juillet 1986⁽¹⁾, est indispensable pour obtenir les renseignements fiables sur le potentiel et l'évolution de la production afin d'assurer un bon fonctionnement de l'organisation commune de marché viti-vinicole, et, en particulier des régimes communautaires de plantation et d'intervention ainsi que des mesures de contrôle;

considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 259 en liaison avec l'article 284 de l'acte d'adhésion que le règlement (CEE) n° 2392/86 n'est applicable au Portugal que dès le début de la deuxième étape d'adhésion;

considérant que le renforcement des instruments d'intervention et de limitation du potentiel de production viti-vinicole résultant de l'adoption des stabilisateurs intervenue après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal nécessite davantage de moyens de contrôle; qu'il convient en conséquence de permettre la mise en œuvre du casier viticole au Portugal par anticipation, même au cours de la première étape, notamment pour faciliter l'application de la réglementation communautaire dès le début de la deuxième étape d'adhésion;

(1) JO n° L 208 du 31.7.1986, p.1

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le Portugal établit, dès le premier janvier 1990, le casier viticole communautaire dans les conditions prévues par le règlement (CEE) n° 2392/86, sans préjudice des dispositions spécifiques du présent règlement.

Article 2

Les informations définies à l'article 2 paragraphe 1 points b) et c) du règlement (CEE) n°2392/86 ne sont à recueillir qu'à partir de la deuxième étape d'adhésion.

Article 3

Le Portugal transmet à la Commission, dans les deux mois suivant l'adoption de ce règlement, le programme visé à l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 2392/86 ainsi que la liste des instances visée à l'article 7 paragraphe 2 du même règlement.

Article 4

Les modalités d'application du présent règlement sont, en tant que de besoin, arrêtées selon la procédure prévue à l'article 83 du règlement (CEE) n° 822/87.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Unter den seit dem Beitritt Portugals wegen der Annahme der Stabilisierungsmassnahmen und zur Verstärkung der Kontrollen geltenden neuen Bedingungen geht es darum, in Portugal die Weinbaukartei schnellstmöglich zu erstellen, damit die Anwendung des Gemeinschaftsrechts in der zweiten Übergangsstufe erleichtert wird.

Dieser Gesichtspunkt wurde von Herrn Mac Sharry anlässlich der Besprechungen befürwortet, die er am 11. Mai 1989 in Brüssel mit Herrn Barretto, dem portugiesischen Landwirtschaftsminister geführt hat.

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

Zur Verstärkung der Instrumente, die aufgrund der erlassenen Stabilisierungsmassnahmen bezüglich der Interventionen und der Beschränkung des Weinbaupotentials einzusetzen sind, werden gemäss der Verordnung (EWG) Nr. 2048/89 des Rates vom 19. Juni 1989 mit Grundregeln über die Kontrollen im Weinsektor noch mehr Kontrollmittel benötigt (1).

Bei einem frühestmöglichen Beginn der Erstellung der Weinbaukartei, ab Beginn des Wirtschaftsjahres 1990, könnte mit den Arbeiten bezüglich der Erstellung des Weinbaukatasters in Portugal dieses Instrument früher als ursprünglich vorgesehen eingeführt werden. Ausserdem könnte es in einer Zeitspanne verwirklicht werden, die den in den anderen Mitgliedstaaten geltenden Fristen eher vergleichbar ist.

(1) ABI. Nr. L 202 vom 14. 7.1989, S. 32

Entwurf
VERORDNUNG (EWG) Nr. /89 DES RATES
VOM

mit besonderen Vorschriften zur Einführung der
gemeinschaftlichen Weinbaukartel in Portugal

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,
gestützt auf die Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals, Insbesondere auf
Artikel 234 Absatz 3,

auf Vorschlag der Kommission,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments,

In Erwägung nachstehender Gründe :

Die mit der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 des Rates vom 24. Juli 1986⁽¹⁾
vorgesehene gemeinschaftliche Weinbaukartel muss erstellt werden, damit die
zuverlässigen Angaben zur Verfügung stehen, die zur reibungslosen Anwendung der
gemeinschaftlichen Pflanzrechte, Interventions- und Kontrollmassnahmen
unerlässlich sind.

Nach den Artikeln 259 und 284 der Beitrittsakte ist die Verordnung (EWG)
Nr. 2392/86 in Portugal jedoch erst ab der zweiten Übergangsstufe gültig.

Zur Verstärkung der Instrumente, die aufgrund der nach dem Beitritt Spaniens und
Portugals erlassenen Stabilisierungsmassnahmen bezüglich der Interventionen und
der Beschränkung des Weinbaupotentials einzusetzen sind, werden noch mehr
Kontrollmittel benötigt. Zur Erleichterung der Anwendung des
Gemeinschaftsrechts in Portugal ab der zweiten Übergangsstufe sollte die
Weinbaukartel deshalb schon vorher, in der ersten Übergangsstufe, eingeführt
werden können.

(1) ABI. Nr. L 208 vom 31. 7.1986, S. 1

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Portugal beginnt ab 1. Januar 1990 mit der Erstellung der gemeinschaftlichen Weinbaukartel unbeschadet der besonderen Vorschriften dieser Verordnung unter den Bedingungen der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86.

Artikel 2

Die in Artikel 2 Absatz 1 Buchstaben b) und c) der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 genannten Angaben sind erst ab der zweiten Übergangsstufe einzuholen.

Artikel 3

Portugal übermittelt der Kommission in den auf die Annahme dieser Verordnung folgenden zwei Monaten das in Artikel 4 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 genannte Programm sowie die in Artikel 7 Absatz 2 derselben Verordnung genannte Liste der zuständigen Stellen.

Artikel 4

Die Durchführungsbestimmungen zu dieser Verordnung werden nötigenfalls nach dem Verfahren des Artikels 83 der Verordnung (EWG) Nr. 822/87 erlassen.

Artikel 5

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

In the new circumstances applying since the accession of Portugal as a result of the adoption of the stabilizers and the stepping up of controls, the vineyard register should be established sooner than anticipated in Portugal in order to facilitate the application of the Community regulations in the second stage of accession.

This point received a favourable response from Mr Mac Sharry at his meeting with Mr Barreto, the Portuguese Minister for Agriculture, on 11 May in Brussels.

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

The strengthening of intervention and production potential limitation instruments resulting from the adoption of the stabilizers calls for greater means of control, as shown by the adoption of Council Regulation (EEC) No 2048/89 of 19 June 1989 laying down general rules on controls in the wine sector⁽¹⁾.

The commencement as early as possible, from the beginning of 1990, of work to establish the vineyard register in Portugal will anticipate the introduction of this instrument and permit completion within time limits close to those required in other Member States.

(1) OJ No L 202, 14.7.1989, p. 32.

Draft

COUNCIL REGULATION (EEC) No
of
laying down special provisions on the establishment
of the Community vineyard register in Portugal

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular Article 234 (3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament,

Whereas the establishment of the Community vineyard register as provided for in Council Regulation (EEC) No 2392/86 of 24 July 1986⁽¹⁾ is vital if obtain reliable information is to be obtained on the potential of and trend in production in order to ensure sound operation of the market organization in wine and in particular of the Community planting and intervention schemes and of control measures;

Whereas, in accordance with Articles 259 and 284 of the Act of Accession, Regulation (EEC) No 2392/86 is to apply in Portugal from the beginning of the second stage of accession only;

Whereas the strengthening of the intervention and wine production potential limitation instruments resulting from the adoption of the stabilizers, which occurred after the accession of Spain and Portugal, requires further means of control; whereas the establishment of the vineyard register in Portugal should accordingly be permitted to take place earlier, and even during the first stage, in particular to facilitate the application of the Community regulations from the beginning of the second stage of accession;

(1) OJ No L 208, 31.7.1986; p. 1.

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

From 1 January 1990 Portugal shall establish the Community vineyard register under the conditions laid down in Regulation (EEC) No 2392/86, without prejudice to the specific provisions of this Regulation.

Article 2

The information defined in Article 2 (1) (b) and (c) of Regulation (EEC) No 2392/86 need only be gathered from the second stage of accession.

Article 3

Within two months of the adoption of this Regulation, Portugal shall forward to the Commission the programme referred to in Article 4 (3) of Regulation (EEC) No 2392/86 and the list of authorities referred to in Article 7 (2) of that Regulation.

Article 4

The detailed rules for the application of this Regulation shall be adopted, as the need arises, in accordance with the procedure laid down in Article 83 of Regulation (EEC) No 822/87.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

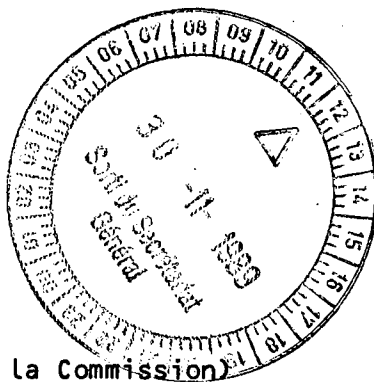
COM(89) 583 final

Bruxelles, le 24 novembre 1989

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant dispositions particulières relatives à l'établissement
du casier viticole communautaire au Portugal



(présentée par la Commission)

EXPOSE DES MOTIFS

Le renforcement des instruments d'intervention et de limitation du potentiel de production résultant de l'adoption des stabilisateurs nécessite davantage de moyens de contrôle, comme le démontre l'adoption du règlement (CEE) n° 2048/89 du Conseil du 19 juin 1989, portant règles générales relatives aux contrôles dans le secteur viti-vinicole⁽¹⁾.

Le démarrage le plus tôt possible, dès le début de 1990, des travaux d'établissement du casier viticole au Portugal anticipera la mise en place de cet instrument et permettra sa réalisation dans des délais se rapprochant de ceux exigés dans les autres Etats membres.

(1) J.O. N° L 202 du 14.7.1989, p.32

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant dispositions particulières relatives à l'établissement
du casier viticole communautaire au Portugal

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal et notamment son article 234
paragraphe 3,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que l'établissement du casier viticole communautaire, prévu par le
règlement (CEE) n° 2392/86 du Conseil (1), est indispensable
pour obtenir les renseignements fiables sur le potentiel et l'évolution de la
production afin d'assurer un bon fonctionnement de l'organisation commune de
marché viti-vinicole, et, en particulier des régimes communautaires de
plantation et d'intervention ainsi que des mesures de contrôle;

considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 259 en liaison avec
l'article 284 de l'acte d'adhésion que le règlement (CEE) n° 2392/86 n'est
applicable au Portugal que dès le début de la deuxième étape d'adhésion;

considérant que le renforcement des instruments d'intervention et de limitation
du potentiel de production viti-vinicole résultant de l'adoption des
stabilisateurs intervenue après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal
nécessite davantage de moyens de contrôle; qu'il convient en conséquence de
permettre la mise en oeuvre du casier viticole au Portugal par anticipation,
même au cours de la première étape, notamment pour faciliter l'application de
la réglementation communautaire dès le début de la deuxième étape d'adhésion;

(1) JO n° L 208 du 31.7.1986, p.1

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le Portugal établit, dès le 1er janvier 1990, le casier viticole communautaire dans les conditions prévues par le règlement (CEE) n° 2392/86, sans préjudice des dispositions spécifiques du présent règlement.

Article 2

Les informations définies à l'article 2 paragraphe 1 points b) et c) du règlement (CEE) n°2392/86 ne sont à recueillir qu'à partir de la deuxième étape d'adhésion.

Article 3

Le Portugal transmet à la Commission, dans les deux mois suivant l'adoption du présent règlement, le programme visé à l'article 4 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 2392/86 ainsi que la liste des instances visée à l'article 7 paragraphe 2 du même règlement.

Article 4

Les modalités d'application du présent règlement sont, en tant que de besoin, arrêtées selon la procédure prévue à l'article 83 du règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil (1).

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

(1) J.O. n° L 84 du 27.9.1977, p. 1.

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du Conseil portant dispositions particulières relatives à l'établissement du casier viticole communautaire au Portugal (1).

1. Ligne budgétaire : III B poste : 3820 intitulé : Actions de contrôle et de lutte contre la fraude.

2. Base juridique : Art. 43 du traité.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~non dissociée~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : établissement d'un casier viticole communautaire dans les pays membres producteurs de vin à l'aide :
- d'une contribution communautaire à son coût ainsi qu'à l'informatisation de sa gestion;
- d'agents mandatés chargés de la coordination de sa mise en oeuvre.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : remboursement des dépenses nationales (2); possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 50 %

5.3 Calcul :

Indice : $(680.000 \text{ exp.} \times 0,7^{(3)}) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3^{(3)}) = 581.000$

Coût global de l'établissement du casier : $48 \text{ écus} \times 581.000 = 27,9 \text{ mégas.}$

Coût à la charge du budget communautaire : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ mégas.}$

Investissements en informatique = 0,4 mégas.

Frais de mission/divers relatifs aux agents mandatés : 25.000 écus/an.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Echéancier des crédits ~~non dissociés~~ (crédits non dissociés en mio écus) ⁽⁴⁾.

Exercice

1989

-

1990

1,2

1991

1,7

1992

2,6

Exercices suivants ⁽⁵⁾

9

Total

14,5

6.2 Financement pendant l'exercice en cours : n'est pas nécessaire.

7. Observations :

(1) La proposition vise à avancer le démarrage de l'établissement du casier viticole au Portugal initialement prévu pour 1991 (voir l'acte d'adhésion en liaison avec le règlement (CEE) n° 2392/86), d'un an à 1990.

(2) Sauf pour les frais de mission et frais divers des agents mandatés qui sont déboursés directement par la Commission.

(3) Facteurs de pondération.

(4) Avec hypothèse d'octroi d'avances.

Pour 1990 l'avance sera octroyée dans la limite des disponibilités de crédits.

(5) Il est fait l'hypothèse que le Portugal bénéficiera d'une période dépassant 1992 pour la mise en oeuvre du casier.

ISSN 0254-1491

COM(89) 583 final

DOCUMENTS

FR

03

N° de catalogue : CB-CO-89-564-FR-C

ISBN 92-77-55429-0

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

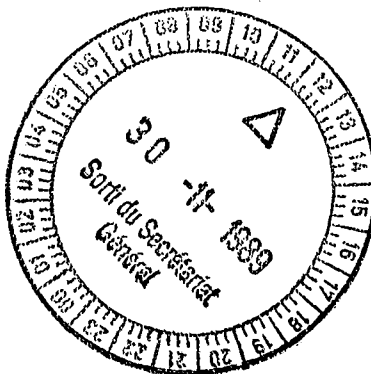
KOM(89) 583 endg.

Brüssel, den 24. November 1989

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

mit besonderen Vorschriften zur Einführung der
gemeinschaftlichen Weinbaukartei in Portugal

(von der Kommission vorgelegt)



Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

mit besonderen Vorschriften zur Einführung der
gemeinschaftlichen Weinbaukartei in Portugal

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals, insbesondere auf Artikel 234 Absatz 3,

auf Vorschlag der Kommission,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments,

In Erwägung nachstehender Gründe .

Die mit der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 des Rates (1) vorgesehene gemeinschaftliche Weinbaukartei muss erstellt werden, damit zuverlässige Angaben zur Verfügung stehen, die für das reibungslose Funktionieren der gemeinsamen Marktorganisation für Wein und insbesondere der Gemeinschaftsregelungen über Pflanzrechte und Interventionen sowie der zugehörigen Kontrollmassnahmen unerlässlich sind.

Nach den Artikeln 259 und 284 der Beitrittsakte ist die Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 in Portugal jedoch erst ab der zweiten Übergangsstufe gültig.

Zur Verstärkung der Instrumente, die aufgrund der nach dem Beitritt Spaniens und Portugals erlassenen Stabilisierungsmassnahmen bezüglich der Interventionen und der Beschränkung des Weinbaupotentials einzusetzen sind, werden noch mehr Kontrollmittel benötigt. Zur Erleichterung der Anwendung der Gemeinschaftsrechts in Portugal ab der zweiten Übergangsstufe sollte die Weinbaukartei deshalb schon vorher, in der ersten Übergangsstufe, eingeführt werden können -

(1) ABl. Nr. L 208 vom 31. 7.1986, S. 1

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Unbeschadet der besonderen Vorschriften dieser Verordnung beginnt Portugal ab 1. Januar 1990 mit der Erstellung der gemeinschaftlichen Weinbaukartei gemäss der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86.

Artikel 2

Die in Artikel 2 Absatz 1 Buchstaben b) und c) der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 genannten Angaben sind erst ab der zweiten Übergangsstufe einzuholen.

Artikel 3

Portugal übermittelt der Kommission in den auf die Annahme dieser Verordnung folgenden zwei Monaten das in Artikel 4 Absatz 3 der Verordnung (EWG) Nr. 2392/86 genannte Programm sowie die in Artikel 7 Absatz 2 derselben Verordnung genannte Liste der zuständigen Stellen.

Artikel 4

Die Durchführungsbestimmungen zu dieser Verordnung werden nötigenfalls nach dem Verfahren des Artikels 83 der Verordnung (EWG) Nr. 822/87 des Rates (2) erlassen.

Artikel 5

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

FINANZBOGEN

Betrifft : Vorschlag für eine Verordnung des Rates mit besonderen Durchführungsbestimmungen für die Einführung der gemeinschaftlichen Weinbaukartel in Portugal (1)

1. Haushaltsposten: III B Artikel: 3820 Bezeichnung : Kontrollmassnahmen und Betrugsbekämpfung.

2. Rechtsgrundlage: Artikel 43 des Vertrags

3. Klassifizierung: Obligatorische Ausgaben

4. Ziele des Vorhabens und Beschreibung der Massnahme :

Erstellung einer gemeinschaftlichen Weinbaukartel in den weinerzeugenden Mitgliedstaaten mit Hilfe

- einer finanziellen Beteiligung der Gemeinschaft (Kosten einschliesslich Informatisation und Verwaltung);
- Kosten von Bevollmächtigten, die mit der Durchführungs koordinierung beauftragt werden.

5. Berechnungsweise

5.1. Ausgabenart: Erstattung der staatlichen Ausgaben (2);
Vorschüsse sind möglich.

5.2. Anteil der Gemeinschaftsfinanzierung: 50%

5.3. Berechnung:

Index: $(680\,000 \text{ Betriebe} \times 0,7 (3)) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3 (3)) = 581.000$

Gesamtkosten der Kartelerstellung: $48 \text{ ECU} \times 581.000 = 27,9 \text{ Mio ECU}$

Ausgaben für den Gemeinschaftshaushalt: $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ Mio ECU}$

Investitionen und Informatik: 0,4 Mio ECU

Reisekosten/Verschiedene Kosten der Bevollmächtigten: 25.000 ECU/Jahr

6. Finanzielle Auswirkungen auf die Haushaltsmittel

6.1. Fälligkeitsplan der Mittelbindungen (nicht aufgeteilte Mittel in Mio ECU(4))

Haushaltsjahr

1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6
Folgende Haushaltsjahre(5)	9,0

Insgesamt	14,5

6.2. Finanzierung während des laufenden Haushaltsjahres: Nicht notwendig

7. Anmerkungen:

- (1) Der Vorschlag bezweckt die Vorverlegung der ursprünglich für 1991 vorgesehenen Erstellung des Weinbaukatasters in Portugal um ein Jahr auf 1990 (s. Beitrittsakte und VO (EWG) Nr. 2392/86).
- (2) Mit Ausnahme der von der Kommission unmittelbar übernommenen Reisekosten und verschiedenen Kosten der Bevollmächtigten.
- (3) Gewichtungskoeffizienten.
- (4) Unter der Annahme, dass Vorschüsse gewährt werden.
1990 werden Vorschüsse nur im Rahmen der verfügbaren Mittel gewährt.
- (5) Unter der Annahme, dass der Zeitraum, in dem das Kataster eingeführt wird, im Fall Portugals über 1992 hinausgeht.

ISSN 0254-1467

KOM(89) 583 endg.

DOKUMENTE

DE

03

Katalognummer : CB-CO-89-564-DE-C

ISBN 92-77-55426-6

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(89)583 def.

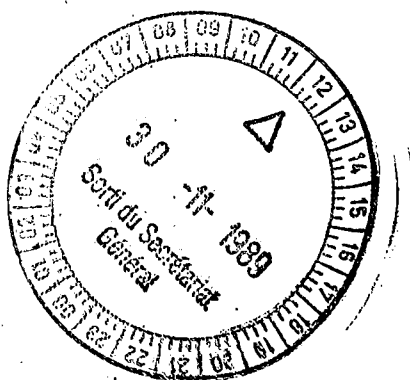
Bruxelles, 24 novembre 1989

Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante disposizioni particolari relative all'istituzione
dello schedario viticolo comunitario in Portogallo

(presentata dalla Commissione)



RELAZIONE

Il rafforzamento degli strumenti di intervento e di limitazione del potenziale di produzione derivante dall'adozione degli stabilizzatori richiede maggiori mezzi di controllo, come è dimostrato dall'adozione del regolamento (CEE) n. 2048/89 del Consiglio, del 19 giugno 1989, che fissa le norme generali relative ai controlli nel settore vitivinicolo⁽¹⁾.

L'avvio, quanto più rapido possibile, fin dall'inizio del 1990, dei lavori di istituzione dello schedario viticolo in Portogallo, anticiperà l'attuazione di tale strumento e ne permetterà il conseguimento entro termini analoghi a quelli previsti per gli altri Stati membri.

⁽¹⁾ GU n. L 202 del 14. 7.1989, pag. 32

**Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO
recante disposizioni particolari relative all'istituzione
dello schedario viticolo comunitario in Portogallo**

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto l'atto di adesione della Spagna e del Portogallo, in particolare l'articolo 234, paragrafo 3,

vista la proposta della Commissione,

visto il parere del Parlamento europeo,

considerando che l'istituzione dello schedario viticolo comunitario previsto dal regolamento (CEE) n. 2392/86 del Consiglio, del 24 luglio 1986⁽¹⁾, è indispensabile per un'informazione attendibile sul potenziale viticolo e sull'andamento della produzione, intesa a garantire il corretto funzionamento dell'organizzazione comune del mercato vitivinicolo e, in particolare, dei regimi comunitari di impianto e di intervento, nonché delle misure di controllo;

considerando che a norma dell'articolo 259 e dell'articolo 284 dell'atto di adesione, il regolamento (CEE) n. 2392/86 si applica in Portogallo solo a decorrere dall'inizio della seconda tappa dell'adesione;

considerando che il rafforzamento degli strumenti di intervento e di limitazione del potenziale produttivo vitivinicolo derivante dagli stabilizzatori agricoli istituiti dopo l'adesione della Spagna e del Portogallo, richiede maggiori mezzi di controllo; che è pertanto opportuno prevedere l'istituzione anticipata dello schedario viticolo in Portogallo, ossia durante la prima tappa, allo scopo, in particolare, di agevolare l'applicazione della normativa comunitaria fin dall'inizio della seconda tappa dell'adesione;

⁽¹⁾ GU n. L 208 del 31. 7.1986, pag. 1

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO :

Articolo 1

Il Portogallo istituisce fin dal 1° gennaio 1990 lo schedario viticolo comunitario secondo le modalità previste dal regolamento (CEE) n. 2392/86, fatte salve le disposizioni specifiche stabilite dal presente regolamento.

Articolo 2

Le informazioni di cui all'articolo 2, paragrafo 1, lettere b) e c) del regolamento (CEE) n. 2392/86 vengono raccolte soltanto a decorrere dalla seconda tappa dell'adesione.

Articolo 3

Entro due mesi a decorrere dall'adozione del presente regolamento, il Portogallo comunica alla Commissione il programma previsto dall'articolo 4, paragrafo 3 del regolamento (CEE) n. 2392/86, nonché l'elenco degli organismi previsto dall'articolo 7, paragrafo 2 dello stesso regolamento.

Articolo 4

Le modalità di applicazione del presente regolamento vengono adottate, in quanto necessario, secondo la procedura prevista all'articolo 83 del regolamento (CEE) n. 822/87 del Consiglio⁽²⁾.

Articolo 5

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, il

Per il Consiglio

SCHEDA FINANZIARIA riguardante: Proposta di regolamento
del Consiglio recante disposizioni particolari relative all'istituzione
dello schedario viticolo in Portogallo (1)

1. Linea di bilancio: III B Voce: 3820 Denominazione: Azioni di controllo
e di lotta contro
le frodi

2. Base giuridica: Articolo 43 del trattato

3. Classificazione: Spesa obbligatoria

4. Obiettivo del provvedimento: Istituire uno schedario viticolo comunitario
negli Stati membri produttori di vino avvalendosi:
- di un contributo comunitario ai costi di creazione e all'informatizzazione
della sua gestione
- dell'opera di agenti responsabili di coordinarne l'attuazione.

5. Metodo di calcolo

5.1. Natura della spesa: Rimborso delle spese nazionali (2); possibilità di
anticipi.

5.2. Percentuale del finanziamento comunitario: 50%

5.3. Calcolo:
Indice (680.000 aziende x 0,7⁽³⁾) + (350.000 ha x 0,3⁽³⁾) = 581.000
Costo globale creazione schedario: 48 ECU x 581.000 = 27,9 Mio ECU
Costo carico del bilancio delle CE: 27,9 x 0,50 = 14 Mio ECU
Investimenti Informatica: 0,4 Mio ECU
Spese di missione/varie per gli agenti responsabili: 25.000 ECU/anno

6. Incidenze finanziarie sugli stanziamenti operativi

6.1. Scadenario degli stanziamenti (stanziamenti non dissociati in milioni
di ECU) (4)

<u>Esercizio</u>	<u>Stanz. imp.</u>
1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6
esercizi successivi (5)	9

Totale:	14,5

6.2. Finanziamento durante l'esercizio in corso: non necessario

7. Osservazioni:

- (1) La proposta mira ad anticipare di un anno, cioè al 1990 l'inizio dei lavori per l'istituzione dello schedario viticolo in Portogallo, previsto inizialmente per il 1991 (cfr. atto di adesione e regolamento (CEE) n. 2392/86).
- (2) Eccettuate le spese di missione e le spese varie degli agenti che saranno pagate direttamente dalla Commissione.
- (3) Fattori di ponderazione.
- (4) Si ipotizza la concessione di anticipi per
Per il 1990 gli anticipi saranno concessi nei limiti degli stanziamenti disponibili.
- (5) Si ipotizza che per l'istituzione dello schedario il Portogallo beneficerà di un periodo che va oltre il 1992.

ISSN 0254-1505

COM(89) 583 def.

DOCUMENTI

IT

03

N. di catalogo : CB-CO-89-564-IT-C

ISBN 92-77-55430-4

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

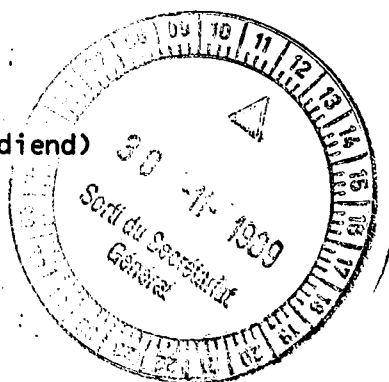
COM(89) 583 def.

Brussel, 24 november 1989

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot
de instelling van het communautaire wijnbouwkadaster in Portugal

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

Het strakker hanteren van de Instrumenten voor de interventie en voor de beperking van hun produktiepotentiële ten gevolge van de goedkeuring van de stabilisatoren vereist meer controlemiddelen, wat blijkt uit de goedkeuring van Verordening (EEG) nr. 2048/89 van de Raad van 19 juni 1989 houdende algemene regels met betrekking tot de controles in de wijnbouwsector (1).

Het felt dat zo snel mogelijk, namelijk vanaf begin 1990, moet kunnen worden begonnen met het opstellen van het wijnbouwkadaster in Portugal, zal de invoering van dit instrument versnellen zodat niet te veel wordt afgeweken van de termijn die voor de overige Lid-Staten is vastgesteld.

(1) PB nr. L 202 van 14. 7.1989, blz. 32

Voorstel voor een

VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de instelling van
het communautaire wijnbouwkadaster in Portugal

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische
Gemeenschap,

Gelet op de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal, inzonderheid op
artikel 243, lid 3,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Gezien het advies van het Europese Parlement,

Overwegende dat de opstelling van het bij Verordening (EEG) nr. 2392/86
van de Raad (1), voorziene communautaire wijnbouwkadaster
onontbeerlijk is om over het potentiële en de ontwikkeling van de
produktie betrouwbare inlichtingen te verkrijgen, met het oog op een
vlot functioneren van de gemeenschappelijke ordening van de wijnmarkt,
en met name van de communautaire interventie- en aanplantregelingen,
alsmede van de controlemaatregelen;

Overwegende dat op grond van artikel 259 in samenwerking met
artikel 284 van de Toetredingsakte voor Portugal onmiddellijk bij het
ingaan van de tweede etappe van de Toetreding Verordening (EEG) nr.
2392/86 geldt;

(1) PB nr. L 208 van 31. 7.1986, blz. 1

Overwegende dat het strakker hanteren van de instrumenten voor de interventie en voor de beperking van het produktiepotentiëel in de wijnbouw ten gevolge van de goedkeuring van de stabilisatoren na de toetreding van Spanje en Portugal, meer controle-middelen vereist; dat bijgevolg erin moet worden voorzien dat het wijnbouwkadaster in Portugal eerder, zelfs in de loop van de eerste etappe, wordt ingesteld ten einde zodra de tweede etappe ingaat, de communautaire voorschriften gemakkelijker te kunnen toepassen,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Portugal stelt met ingang van 1 januari 1990 het communautaire wijnbouwkadaster op overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 2392/86 en onverminderd de bij de onderhavige verordening vastgestelde specifieke bepalingen.

Artikel 2

De in artikel 2, lid 1, punten b) en c), van Verordening (EEG) nr. 2392/86 bedoelde gegevens worden eerst met ingang van de tweede etappe van de toetreding vergaard.

Artikel 3

Portugal zendt de Commissie binnen twee maanden na de vaststelling van deze verordening het in artikel 4, lid 3, van Verordening (EEG) nr. 2392/86 bedoelde programma en de in artikel 7, lid 2, van die verordening bedoelde lijst van instanties toe.

4

Artikel 4

De uitvoeringsbepalingen van de onderhavige verordening worden voor zover nodig vastgesteld volgens de procedure van artikel 83 van Verordening (EEG) nr. 822/87 van de Raad (2).

Artikel 5

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

(2) PB nr. L 84 van 27.3.1987, blz 1.

FINANCIIEEL MEMORANDUM

betreffende : een voorstel voor een verordening van de Raad houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de instelling van het communautaire wijnbouwkadaster in Portugal (1)

1. Begrotingslijn : III B post : 3820 Omschrijving : controlemaatregelen en fraudebestrijding

2. Juridische grondslag : Artikel 43 van het Verdrag.

3. Indeling : Verplichte uitgave/XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

4. Doel en omschrijving van de maatregel : Instelling van een communautair wijnbouwkadaster in de wijnproducerende Lid-Staten :

- door middel van financiële bijdragen in de kosten voor de opstelling en het informatiseren van het beheer daarvan,
- met de hulp van daartoe gemachtigde ambtenaren die belast zijn met de coördinatie van de werkzaamheden voor de opstelling van het kadaster.

5. Wijze van berekening :

5.1. Aard van de uitgave : Vergoeding van de nationale uitgaven (2); mogelijkheid om voorschotten te verstrekken.

5.2. Aandeel van de communautaire financiering : 50 %

5.3. Berekening :

Richtgetal : $(680.000 \text{ bedrijven} \times 0,7) (3) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3) (3) = 581.000$

Totale kosten voor het opstellen van het kadaster : $48 \text{ ecu} \times 581.000 = 27,9 \text{ milj. ecu}$

Kosten ten laste van de begroting van de Gemeenschap : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ milj. ecu}$

Investerings in Informatica : 0,4 milj. ecu

Kosten missies/diversen voor de gemachtigde ambtenaren : 25.000 ecu/jaar

6. Financiële consequenties voor de beleidskredieten

6.1. Tijdschema xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx (ongesplitste kredieten in milj. ecu) (4)

Begrotingsjaar

1989

-

1990

1,2

1991

1,7

1992

2,6

latere begrotingsjaren(5)

9

Totaal :

14,5

6.2. Financiering tijdens het lopende begrotingsjaar : niet nodig

7. Opmerkingen :

- (1) Het voorstel heeft ten doel de werkzaamheden i.v.m. de opstelling van het wijnbouwkadaster in Portugal, in plaats van in 1991, zoals oorspronkelijk was bepaald (vgl. Toetredingsakte in verbinding met Verordening (EEG) nr. 2392/86), in 1990 te laten beginnen.
- (2) Exclusief kosten voor missies en diverse kosten voor gemachtigde ambtenaren, welke kosten rechtstreeks door de Commissie worden betaald.
- (3) Wegingscoëfficiënt.
- (4) Met hypothese van toekenning van voorschotten.
Voor 1990 zal het voorschot worden toegekend voor zover daarvoor kredieten beschikbaar zijn.
- (5) Er wordt uitgegaan van de hypothese dat voor het opstellen van het kadaster in Portugal een langere termijn wordt uitgetrokken dan de periode tot 1992.

ISSN 0254-1513

COM(89) 583 def.

DOCUMENTEN

NL

03

Catalogusnummer : CB-CO-89-564-NL-C

ISBN 92-77-55431-2

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

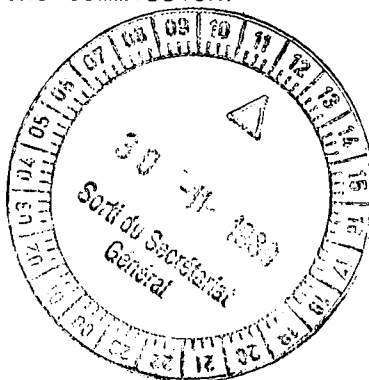
COM(89) 583 final

Brussels, 24 November 1989

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

laying down special provisions on the establishment of
the Community vineyard register in Portugal

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

The strengthening of intervention and production potential limitation instruments resulting from the adoption of the stabilizers calls for greater means of control, as shown by the adoption of Council Regulation (EEC) No 2048/89 of 19 June 1989 laying down general rules on controls in the wine sector⁽¹⁾.

The commencement as early as possible, from the beginning of 1990, of work to establish the vineyard register in Portugal will anticipate the introduction of this instrument and permit completion within time limits close to those required in other Member States.

(1) OJ No L 202, 14.7.1989, p. 32.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

laying down special provisions on the establishment
of the Community vineyard register in Portugal

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular Article 234 (3) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament,

Whereas the establishment of the Community vineyard register as provided for in Council Regulation (EEC) No 2392/86⁽¹⁾ is vital if reliable information is to be obtained on the potential of and trend in production in order to ensure sound operation of the market organization in wine and in particular of the Community planting and intervention schemes and of control measures;

Whereas, in accordance with Articles 259 and 284 of the Act of Accession, Regulation (EEC) No 2392/86 is to apply in Portugal from the beginning of the second stage of accession only;

Whereas the strengthening of the intervention and wine production potential limitation instruments resulting from the adoption of the stabilizers, which occurred after the accession of Spain and Portugal, requires further means of control; whereas the establishment of the vineyard register in Portugal should accordingly be permitted to take place earlier, and even during the first stage, in particular to facilitate the application of the Community regulations from the beginning of the second stage of accession,

(1) OJ No L 208, 31.7.1986, p. 1.

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

From 1 January 1990 Portugal shall establish the Community vineyard register under the conditions laid down in Regulation (EEC) No 2392/86, without prejudice to the specific provisions of this Regulation.

Article 2

The information defined in Article 2 (1) (b) and (c) of Regulation (EEC) No 2392/86 need only be gathered from the second stage of accession.

Article 3

Within two months of the adoption of this Regulation, Portugal shall forward to the Commission the programme referred to in Article 4 (3) of Regulation (EEC) No 2392/86 and the list of authorities referred to in Article 7 (2) of that Regulation.

Article 4

The detailed rules for the application of this Regulation shall be adopted, as the need arises, in accordance with the procedure laid down in Article 83 of Council Regulation (EEC) No 822/87⁽²⁾.

Article 5

This Regulation shall enter into force on the third day following that of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

(2) OJ No L 84, 27.3.1987, p. 1.

FINANCIAL STATEMENT

concerning a proposal for a Council Regulation laying down special detailed rules on the establishment of the Community vineyard register in Portugal (1)

1. Budget heading: III B Item: 3820 Title: Measures to control and combat fraud

2. Legal basis: Article 43 of the Treaty

3. Classification: Compulsory expenditure

4. Purpose/description of the measure: To establish a Community vineyard register in wine-producing member countries by means of:
 - a Community contribution towards its cost and the computerization of management;
 - Officials designated to coordinate implementation.

5. Method of calculation:

5.1 Form of expenditure: reimbursement of national expenditure (2); possibility of advances

5.2 Community contribution: 50%

(3) (3)
 5.3 Calculation: Index: $(680\ 000 \text{ holdings} \times 0,7) + (350\ 000 \text{ hectares} \times 0,3) = 581\ 000$
 Overall cost of establishing the register: ECU $48 \times 581\ 000 = \text{ECU } 27,9 \text{ million}$
 Cost to the Community budget: ECU $27,9 \text{ million} \times 0,50 = \text{ECU } 14 \text{ million}$
 Investments in data-processing: ECU 0,4 million
 Mission/miscellaneous expenditure for officials designated: ECU 25 000/year

6 Financial implication as regards operating appropriations

6.1 Schedule of appropriations (non-differentiated appropriations in ECU million) (4)

Year	
1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6
Following years (5)	9
Total:	14,5

6.2 Financing during current year: not necessary

7. Observations: (1) The proposal daims to bring forward the introduction of the vineyard register, originally scheduled for 1991, in Portugal (See Act of Accession and Regulation (EEC) No 2392/86) by one year.

(2) Except for mission expenditure and miscellaneous expenses for officials designated, to be paid directly by the Commission.

(3) Weighting factors

(4) Assuming advances are granted.

For 1990, the advance will be granted up to appropriations available.

(5) It is assumed that Portugal will be given a period going beyond 1992 for implementing the register.

ISSN 0254-1475

COM(89) 583 final

DOCUMENTS

EN

03

Catalogue number : CB-CO-89-564-EN-C

ISBN 92-77-55428-2

Office for Official Publications of the European Communities
L-2985 Luxembourg

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(89) 583 endelig udg.

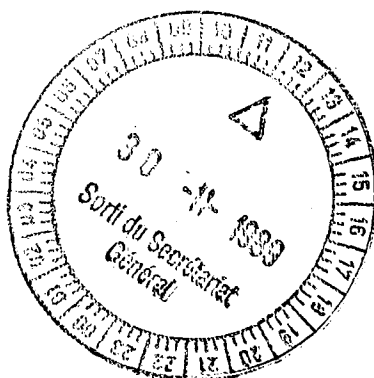
Bruxelles, den 24. november 1989

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om særlige bestemmelser for udarbejdelsen af en
fællesskabsfortegnelse over vindyrkningsarealer i Portugal

(forelagt af Kommissionen)



K07583f

BEGRUNDELSE

Den styrkelse af instrumenterne vedrørende intervention og begrænsning af produktionskapaciteten, som er en følge af vedtagelsen af stabilisatorerne, nødvendiggør bedre muligheder for kontrol, som det fremgår af vedtagelsen af Rådets forordning (EØF) nr. 2048/89 af 19. juni 1989 om generelle regler for kontrollen inden for vinsektoren (1).

Den hurtigst mulige påbegyndelse af arbejdet med udarbejdelsen af fortegnelsen over vindyrkningsarealer i Portugal, fra begyndelsen af 1990, vil fremskynde oprettelsen af dette instrument og muliggøre indførelse heraf inden for frister, der ligger nærmere på dem, der er fastsat for de øvrige medlemsstater.

(1) EFT nr. L 202 af 14.7.1989, s. 32.

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om særlige bestemmelser for udarbejdelsen af en fællesskabsfortegnelse
over vindyrkningsarealer i Portugal

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske
Fællesskab,

under henvisning til Akten vedrørende Spaniens og Portugals Tiltrædelse,
særlig artikel 234, stk. 3,

under henvisning til forslag fra Kommissionen,

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet, og

ud fra følgende betragtninger:

Udarbejdelsen af den i Rådets forordning (EØF) nr. 2392/86 (1)
omhandlede fællesskabsfortegnelse over vindyrkningsarealer er nødvendig
for at fremskaffe pålidelige oplysninger om produktionskapaciteten og
produktionsudviklingen med henblik på at sikre en korrekt gennemførelse af den
fælles markedsordning for vin, navnlig af Fællesskabets ordninger for
beplantning og intervention samt af kontrolforanstaltningerne;

det fremgår af bestemmelserne i tiltrædelsesaktens artikel 259 sammenholdt med
artikel 284, at forordning (EØF) nr. 2392/86 først finder anvendelse i
Portugal fra begyndelsen af tiltrædelsens anden etape;

den styrkelse af instrumenterne vedrørende intervention og begrænsning af
produktionskapaciteten for vin, som er en følge af vedtagelsen af de
stabilisatorer, der er indført efter Spaniens og Portugals tiltrædelse,
nødvendiggør bedre muligheder for kontrol; der bør derfor åbnes mulighed for
at fremskynde oprettelsen af en fortegnelse over vindyrkningsarealer i Portugal,
også selv om dette sker i løbet af første etape, navnlig for at lette
anvendelsen af fællesskabsbestemmelserne fra begyndelsen af tiltrædelsens
anden etape -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

Portugal udarbejder fra den 1. januar 1990 en fællesskabsfortegnelse over vindyrkningsarealer på de i forordning (EØF) nr. 2392/86 fastsatte betingelser, uden at dette dog indskrænker anvendelsen af de særlige bestemmelser i nærværende forordning.

Artikel 2

De i artikel 2, stk. 1, litra b) og c), i forordning (EØF) nr. 2392/86 foreskrevne oplysninger skal først indsamles fra tiltrædelsens anden etape.

Artikel 3

Portugal forelægger senest to måneder efter vedtagelsen af denne forordning Kommissionen det i artikel 4, stk. 3, i forordning (EØF) nr. 2392/86 omhandlede program samt den i samme forordnings artikel 7, stk. 2, omhandlede liste over instanser.

Artikel 4

Fornødne gennemførelsesbestemmelser til denne forordning vedtages efter fremgangsmåden i artikel 83 i Rådets forordning (EØF) nr. 822/87 (1).

Artikel 5

Denne forordning træder i kraft på tredjedagen for offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

FINANSIERINGSOVERSIGT

Vedr.: forslag til Rådets forordning om udarbejdelse af fællesskabsfortegnelsen over vindyrkningsarealer i Portugal (1)

1. BUDGETPOST: III B Konto: 3820

Betegnelse: Foranstaltninger vedrørende kontrol med og bekæmpelse af svig.

2. Retsgrundlag: Traktatens artikel 43

3. Klassifikation: Obligatorisk udgift

4. Foranstaltningens formål og beskrivelse af aktionen: Udarbejdelse af en fællesskabsfortegnelse over vindyrkningsarealer i de vinproducerende medlemsstater ved hjælp af
- et fællesskabstilskud til omkostningerne samt til en EDB-styret forvaltning af fortegnelsen,
- bemyndigede tjenestemænd, som varetager samordningen i forbindelse med iværksættelsen.

5. Beregningsmetode:

5.1 Udgiftens art: Refusion af nationale udgifter (2); mulighed for udbetaling af forskud.

5.2 Fællesskabsfinansieringens størrelse: 50%

5.3 Beregning:

Indeks: $(680\ 000 \text{ bedrifter} \times 0,7^{(3)}) + (350\ 000 \text{ ha} \times 0,3^{(3)}) = 581\ 000$

Samlede udgifter til udarbejdelse af fortegnelsen: $48 \text{ ECU} \times 581\ 000 = 27,9 \text{ millioner ECU}$

Udgifter for Fællesskabets budget: $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ millioner ECU}$

EDB-investeringer: 0,4 millioner ECU

Omkostninger ved tjenesterejser/diverse vedrørende bemyndigede tjenestemænd: 25 000 ECU/år.

6. Finansielle virkninger for interventionsbevillingerne:

6.1 Forfaldsplan (Ikke-opdelte bevillinger i mio ECU) (4)

Regnskabsår

1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6

følgende regnskabsår(5) 9
I alt: 14,5

6.2 Finansiering i indeværende regnskabsår: Ikke nødvendig.

7. Bemærkninger: (1) Sigtet med forslaget er, at udarbejdelsen af fortegnelsen over vindyrkningsarealerne i Portugal, der oprindeligt var planlagt til 1991 (jf. tiltrædelsesakten og forordning (EØF) nr. 2392/86), fremrykkes et år, dvs. til 1990.

(2) Bortset fra de udgifter, der afholdes til tjenesterejser og diverse for bemyndigede tjenestemænd, og som godtgøres direkte af Kommissionen.

(3) Vægtningsskoefficienter.

(4) Under forudsætning af udbetaling af forskud. For 1990 vil der blive udbetalt forskud inden for grænserne af de disponible bevillinger.

(5) Der er gået ud fra, at Portugal vil få en periode til efter 1992 til iværksættelse af fortegnelsen.

ISSN 0254-1459

KOM(89) 583 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

03

Katalognummer : CB-CO-89-564-DA-C

ISBN 92-77-55425-8

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer
L-2985 Luxembourg

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(89) 583 τελικό

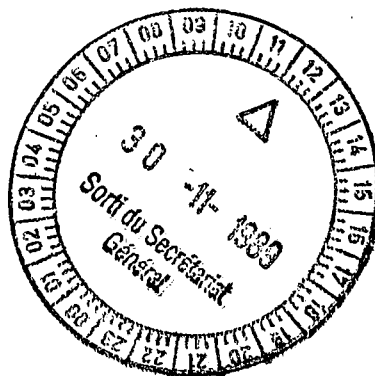
Βρυξέλλες, 24 Νοεμβρίου 1989

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

περί των ειδικών διατάξεων σχετικά με τον καθορισμό του κοινοτικού
αμπελουργικού μητρώου στην Πορτογαλία

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

Η ενίσχυση των μέσων παρεμβάσεως και περιορισμού του δυναμικού της παραγωγής που προκύπτει από την έγκριση των σταθεροποιητών απαιτεί επιπλέον μέσα ελέγχου, όπως αποδεικνύεται από την έγκριση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2048/89 του Συμβουλίου της 19ης Ιουνίου 1989, περί γενικών κανόνων σχετικά με τους ελέγχους στον αμπελοοινικό τομέα (1).

Η έναρξη το ταχύτερο δυνατόν, από την αρχή του 1990, των εργασιών καθορισμού του αμπελουργικού μητρώου στην Πορτογαλία θα προλάβει την εφαρμογή του μέσου αυτού και θα επιτρέψει την πραγματοποίησή του εντός των προθεσμιών που προσεγγίζουν εκείνες που απαιτούνται στα άλλα κράτη μέλη.

(1) ΕΕ αριθ. L 202 της 14. 7.1989, σ. 32

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

περί ειδικών διατάξεων σχετικά με τον καθορισμό του κοινοτικού
αμπελουργικού μητρώου στην Πορτογαλία

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας,

την πράξη προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας και ιδίως το άρθρο 234
παράγραφος 3,

την πρόταση της Επιτροπής,

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου,

Εκτιμώντας :

ότι η κατάρτιση του κοινοτικού αμπελουργικού μητρώου, που προβλέπεται από τον
κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2392/86 του Συμβουλίου (1), είναι απαραίτητη για να
λαμβάνονται αξιόπιστες πληροφορίες ως προς το δυναμικό και την εξέ-
λιξη της παραγωγής προκειμένου να εξασφαλίζεται η καλή λειτουργία της κοινής
οργάνωσης της αμπελοοινικής αγοράς και, ειδικότερα, των κοινοτικών καθεστώτων
φυτεύσεως και παρεμβάσεων καθώς και των μέτρων ελέγχου,

ότι από τις διατάξεις του άρθρου 259 σε συνδυασμό με το άρθρο 284 της πράξης
προσχώρησης, προκύπτει ότι ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 2392/86 εφαρμόζεται στην
Πορτογαλία από την αρχή του δευτέρου σταδίου προσχώρησης και μόνο,

ότι λόγω της ενδυνάμωσης των μέσων παρεμβάσεως και του περιορισμού του δυναμικού της αμπε-
λοοινικής παραγωγής που προκύπτει από την έγκριση των σταθεροποιητών
μετά την προσχώρηση της Ισπανίας και της Πορτογαλίας, απαιτούνται επιπλέον μέσα
ελέγχου* ότι πρέπει συνεπώς να προβλεφθεί η εφαρμογή του αμπελουργικού μητρώου
στην Πορτογαλία νωρίτερα, ακόμη και κατά τη διάρκεια του πρώτου σταδίου,
ιδίως για να διευκολυνθεί η εφαρμογή της κοινοτικής ρύθμισης από την αρχή του
δευτέρου σταδίου προσχώρησης ,

(1) ΕΕ L 208, 31. 7.1986, σ. 1

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

Άρθρο 1

Η Πορτογαλία καταρτίζει, από την 1η Ιανουαρίου 1990, το κοινοτικό αμπελουργικό μητρώο με τους όρους που προβλέπονται από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2392/86, με την επιφύλαξη των ειδικών διατάξεων του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 2

Οι πληροφορίες που καθορίζονται στο άρθρο 2 παράγραφος 1 σημεία β) και γ) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2392/86 συγκεντρώνονται από το δεύτερο στάδιο της προσχώρησης.

Άρθρο 3

Η Πορτογαλία διαβιβάζει στην Επιτροπή, εντός των δύο μηνών που έπονται της εγκρίσεως του παρόντος κανονισμού, το πρόγραμμα που αναφέρεται στο άρθρο 4 παράγραφος 3 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2392/86 καθώς και τον κατάλογο των αρχών που αναφέρονται στο άρθρο 7 παράγραφος 2 του εν λόγω κανονισμού.

Άρθρο 4

Οι λεπτομέρειες εφαρμογής του παρόντος κανονισμού, εφόσον παρίσταται ανάγκη, θεσπίζονται με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 83 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 822/87 του Συμβουλίου (2).

Άρθρο 5

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την τρίτη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

(1) ΕΕ L 84, 27.3.1987, σ. 1.

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

σχετικά με : πρόταση κανονισμού του

Συμβουλίου για ειδικές διατάξεις σχετικά με την κατάσταση του κοινοτικού αμπελουργικού μητρώου στην Πορτογαλία.

1. Κονδύλι : III Π Θέση : 3820 Τίτλος : Δράσεις ελέγχου και καταπολέμησης της νοθείας.

2. Νομική βάση : Άρθρο 43 της συνθήκης.

3. Κατάταξη : Υποχρεωτικές δαπάνες/ ~~δαπάνες που επιβαρύνονται~~

4. Στόχοι του μέτρου και περιγραφή της ενέργειας : κατάρτιση κοινοτικού αμπελουργικού μητρώου στις χώρες μέλη παραγωγή οίνου μέσω :
- κοινοτικής συνεισφοράς στη δαπάνη του καθώς και στη διαχείρισή του με ηλεκτρονικό υπολογιστή
- εντεταλμένων υπαλλήλων που αναλαμβάνουν το συντονισμό της εφαρμογής του.

5. Τρόπος υπολογισμού :

5.1. Φύση της δαπάνης : απόδοση των εθνικών δαπανών (1) δυνατότητα προκαταβολών.

5.2. Ποσοστό της κοινοτικής χρηματοδότησης : 50 %

5.3. Υπολογισμός :

Δείκτης : $(680.000 \text{ εκμεταλλεύσεις} \times 0,7^{(3)}) + (350.000 \text{ εκτ.} \times 0,3)^{(3)} = 581.000$

Συνολική δαπάνη κατάρτισης του μητρώου : $48 \text{ ECU} \times 581.000 = 27,9 \text{ εκατ. ECU}$

Δαπάνη που επιβαρύνει τον κοινοτικό προϋπολογισμό : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ εκατ. ECU}$

Επενδύσεις σε πληροφορική : 0,4 εκατ. ECU

Δαπάνες αποστολών/διάφορα σχετικά με τους εντεταλμένους υπαλλήλους : 25.000 ECU/ετησίως

6. Δημοσιονομική επίπτωση επί των πιστώσεων παρέμβασης :

6.1. Χρονοδιάγραμμα των πιστώσεων : (μη διαχωριζόμενες πιστώσεις σε εκατ. ECU) ⁽⁴⁾

Οικονομικό έτος

1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6

επόμενα οικονο-

μικά έτη ⁽⁵⁾ 9

Σύνολο : 14,5

6.2. Χρηματοδότηση κατά το τρέχον οικονομικό έτος : δεν είναι αναγκαία.

7. ΠΑΡΑΤΗΡΗΣΕΙΣ

(1) Η πρόταση αποσκοπεί στην επίτευξη της ενάρξεως καταρτίσεως του αμπελουργικού μητρώου στην Πορτογαλία που αρχικά προβλέπεται για το 1991 (βλέπε πράξη προσχώρησης σε συνδυασμό με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2392/86) κατά ένα έτος από το 1990.

(2) Εκτός από τα έξοδα αποστολών και τα διάφορα έξοδα των εντεταλμένων υπαλλήλων πληρώνονται αμέσως από την Επιτροπή

(3) Παράγοντες σταθμίσεως

(4) Με την υπόθεση χορηγήσεως προκαταβολών

Για το 1990 η προκαταβολή θα χορηγηθεί εντός του του ανωτάτου ορίου των διαθεσίμων πιστώσεων

(5) Γίνεται η υπόθεση ότι η Πορτογαλία θα επωφεληθεί μιας περιόδου που υπερβαίνει το 1992 για την εφαρμογή του μητρώου.

ISSN 0274-1463

COM(89) 583 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

03

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-89-564-GR-C

ISBN 92-77-55427-4

Υπηρεσία Επισήμων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

L-2985 Luxembourg

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(89) 583 final

Bruselas, 24 de noviembre de 1989

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establecen disposiciones especiales relativas
a la creación del registro vitícola comunitario en Portugal

(presentada por la Comisión)

Corr 58. p

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

El reforzamiento de los instrumentos de intervención y delimitación del potencial de producción derivado de la adopción de los estabilizadores necesita más medios de control, como lo demuestra la adopción del Reglamento (CEE) n° 2048/89 del Consejo, de 19 de junio de 1989, por el que se establecen las normas generales relativas a los controles en el sector vitivinícola (1).

Haciendo que los trabajos para la creación del registro vitícola en Portugal comiencen lo más pronto posible, es decir a principios de 1990, se anticipará la instalación de este instrumento y se facilitará su realización en un plazo que se aproximará bastante a los que se exigen en los demás Estados miembros.

(1) DO n° L 202 de 14.7.1989, p. 32

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

de

por el que se establecen disposiciones especiales relativas
a la creación del registro vitícola comunitario en Portugal

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Vista el Acta de adhesión de España y de Portugal y, en particular, el apartado 3 de su artículo 234,

Vista la propuesta de la Comisión,

Visto el dictamen del Parlamento Europeo,

Considerando que la creación del registro vitícola comunitario, previsto en el Reglamento (CEE) n° 2392/86 del Consejo (1), es indispensable para obtener información fiable sobre el potencial y la evolución de la producción para poder así garantizar el buen funcionamiento de la organización común del mercado vitivinícola y, en particular, de los regímenes comunitarios de intervención y de plantación así como de las medidas de control;

Considerando que resulta de las disposiciones del artículo 259 en relación con el artículo 284 del Acta de adhesión, que el Reglamento (CEE) n° 2392/86 únicamente se aplicará en Portugal a partir del comienzo de la segunda fase de la adhesión;

Considerando que el refuerzo de los instrumentos de intervención y de limitación del potencial de producción vitivinícola que resulta de la adopción de los estabilizadores producida tras la adhesión de España y Portugal necesita más medios de control; que, en consecuencia, conviene prever el establecimiento del registro vitícola en Portugal de forma anticipada, incluso durante la primera fase, en particular para facilitar la aplicación de la normativa comunitaria a partir del comienzo de la segunda fase de la adhesión,

(1) DO n° L 208 de 31. 7.1986, p. 1

121

TADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

gal establecerá, a partir del 1 de enero de 1990, el registro vitícola
ritario en las condiciones contempladas en el Reglamento (CEE) n° 2392/86,
perjuicio de las disposiciones específicas del presente Reglamento.

Artículo 2

Información a que se refieren las letras b) y c) del apartado 1 del
título 2 del Reglamento (CEE) n° 2392/86 únicamente deberá reunirse a partir
e la segunda fase de la adhesión.

Artículo 3

Portugal transmitirá a la Comisión, dentro de los dos meses siguientes a la
adopción del presente Reglamento, el programa contemplado en el apartado 3 del
artículo 4 del Reglamento (CEE) n° 2392/86 y la lista de autoridades competentes
a que se refiere el apartado 2 del artículo 7 de este mismo Reglamento.

Artículo 4

Las disposiciones de aplicación del presente Reglamento se adoptarán, en tanto
fuere necesario, con arreglo al procedimiento previsto en el artículo 83 del
Reglamento (CEE) n° 822/87 del Consejo⁽¹⁾.

Artículo 5

El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su
publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente
aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

(1) DO n° L 84 de 27.3.1987, p. 1.

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du Conseil portant dispositions particulières relatives à l'établissement du casier viticole communautaire au Portugal (1).

1. Ligne budgétaire : III B poste : 3820 intitulé : Actions de contrôle et de lutte contre la fraude.

2. Base juridique : Art. 43 du traité.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~non dissociée~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : établissement d'un casier viticole communautaire dans les pays membres producteurs de vin à l'aide :
- d'une contribution communautaire à son coût ainsi qu'à l'informatisation de sa gestion;
- d'agents mandatés chargés de la coordination de sa mise en oeuvre.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : remboursement des dépenses nationales (2); possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 50 %

5.3 Calcul :

Indice : $(680.000 \text{ exp.} \times 0,7^{(3)}) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3^{(3)}) = 581.000$

Coût global de l'établissement du casier : $48 \text{ écus} \times 581.000 = 27,9 \text{ mégus.}$

Coût à la charge du budget communautaire : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ mégus.}$

Investissements en informatique = 0,4 mégus.

Frais de mission/divers relatifs aux agents mandatés : 25.000 écus/an.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits ~~non dissociés~~ (crédits non dissociés en mio écus) ⁽⁴⁾.

Exercice	
1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6
■ Exercices suivants ⁽⁵⁾	9
Total	<u>14,5</u>

6.2 Financement pendant l'exercice en cours : n'est pas nécessaire.

7. Observations :

(1) La proposition vise à avancer le démarrage de l'établissement du casier viticole au Portugal initialement prévu pour 1991 (voir l'acte d'adhésion en liaison avec le règlement (CEE) n° 2392/86), d'un an à 1990.

(2) Sauf pour les frais de mission et frais divers des agents mandatés qui sont déboursés directement par la Commission.

(3) Facteurs de pondération.

(4) Avec hypothèse d'octroi d'avances.

Pour 1990 l'avance sera octroyée dans la limite des disponibilités de crédits.

(5) Il est fait l'hypothèse que le Portugal bénéficiera d'une période dépassant 1992 pour la mise en oeuvre du casier.

ISSN 0257-9545

COM(89) 583 final

DOCUMENTOS

ES

03

Nº de catálogo : CB-CO-89-564-ES-C

ISBN 92-77-55424-X

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(89) 583 final

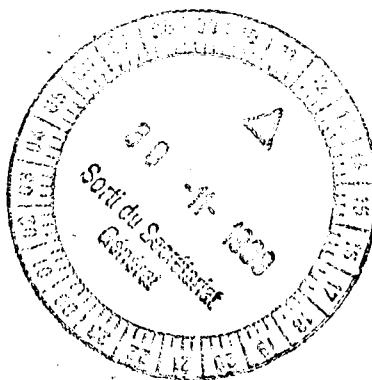
Bruxelas, 24 de Novembro de 1989

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que adopta disposições especiais relativas ao estabelecimento
do ficheiro vitícola comunitário em Portugal

(Apresentada pela Comissão)



EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

O reforço dos instrumentos de intervenção e de limitação do potencial de produção resultante da adopção dos estabilizadores necessita de um maior número de meios de controlo, como o demonstra a adopção do Regulamento (CEE) n° 2048/89 do Conselho, de 19 de Junho de 1989, que estabelece regras gerais relativas aos controlos no sector vitivinícola⁽¹⁾.

O arranque, o mais rapidamente possível e a partir do início de 1990, dos trabalhos de estabelecimento do ficheiro vitícola em Portugal antecipará a implantação deste instrumento e permitirá a sua realização em prazos que aproximam dos exigidos nos outros Estados-membros.

(1) JO n° L 202 de 14. 7.1989, p. 32.

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

**que adopta disposições especiais relativas ao estabelecimento
do ficheiro vitícola comunitário em Portugal**

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Acto de Adesão de Espanha e de Portugal e, nomeadamente, o
nº 3 do seu artigo 234º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu,

Considerando que o estabelecimento do ficheiro vitícola comunitário, previsto
pelo Regulamento (CEE) nº 2392/86 do Conselho⁽¹⁾, é indispensável para obter
as informações fiáveis quanto ao potencial e à evolução da produção a fim de
assegurar um bom funcionamento da organização comum do mercado vitivinícola e,
nomeadamente, dos regimes comunitários de plantação e de intervenção, bem como
das medidas de controlo;

Considerando que resulta das disposições do artigo 259º, bem como do artigo
284º, do Acto de Adesão que o Regulamento (CEE) nº 2392/86 só é aplicável a
Portugal a partir do início da segunda etapa da adesão;

Considerando que o reforço dos instrumentos de intervenção e de limitação do
potencial de produção vitivinícola resultante da adopção dos estabilizadores
que ocorreu após a adesão de Espanha e de Portugal implica um maior número de
meios de controlo; que convém, em consequência, permitir que o estabelecimento
do ficheiro vitícola em Portugal se faça mais cedo do que previsto, mesmo
durante a primeira etapa, nomeadamente para facilitar a aplicação de
regulamentação comunitária a partir do início da segunda etapa da adesão;

(1) JO nº L 208 de 31. 7.1986, p. 1.

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO :

Artigo 1º

Portugal estabelece, a partir de 1 de Janeiro de 1990, o ficheiro vitícola comunitário nas condições previstas pelo Regulamento (CEE) nº 2392/86, sem prejuízo das disposições específicas do presente regulamento.

Artigo 2º

As informações definidas no nº 1, alíneas b) e c), do artigo 2º do Regulamento (CEE) nº 2392/86 só devem ser recolhidas a partir da segunda etapa da adesão.

Artigo 3º

Portugal transmitirá à Comissão, nos dois meses seguintes à adopção do presente regulamento, o programa referido no nº 3 do artigo 4º do Regulamento (CEE) nº 2392/86, bem como a lista das instâncias referida no nº 2 do artigo 7º do mesmo regulamento.

Artigo 4º

As normas de execução do presente regulamento serão, na medida em que for necessário, adoptadas de acordo com o processo previsto no artigo 83º do Regulamento (CEE) nº 822/87 do Conselho⁽²⁾.

Artigo 5º

O presente regulamento entra em vigor no terceiro dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pela Comissão

(2) JO nº L 84 de 27.3.1987, p. 1.

11

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du Conseil portant dispositions particulières relatives à l'établissement du casier viticole communautaire au Portugal (1).

1. Ligne budgétaire : III B poste : 3820 intitulé : Actions de contrôle et de lutte contre la fraude.

2. Base juridique : Art. 43 du traité.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~non dissociée~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : établissement d'un casier viticole communautaire dans les pays membres producteurs de vin à l'aide :
- d'une contribution communautaire à son coût ainsi qu'à l'informatisation de sa gestion;
- d'agents mandatés chargés de la coordination de sa mise en oeuvre.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : remboursement des dépenses nationales (2); possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 50 %

5.3 Calcul :

Indice : $(680.000 \text{ exp.} \times 0,7^{(3)}) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3^{(3)}) = 581.000$

Coût global de l'établissement du casier : $48 \text{ écus} \times 581.000 = 27,9 \text{ mégas.}$

Coût à la charge du budget communautaire : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ mégas.}$

Investissements en informatique = 0,4 mégas.

Frais de mission/divers relatifs aux agents mandatés : 25.000 écus/an.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits ~~non dissociés~~ (crédits non dissociés en mio écus) (4).

Exercice

1989

-

1990

1,2

1991

1,7

1992

2,6

■ Exercices suivants (5)

9

Total

14,5

6.2 Financement pendant l'exercice en cours : n'est pas nécessaire.

7. Observations :

(1) La proposition vise à avancer le démarrage de l'établissement du casier viticole au Portugal initialement prévu pour 1991 (voir l'acte d'adhésion en liaison avec le règlement (CEE) n° 2392/86), d'un an à 1990.

(2) Sauf pour les frais de mission et frais divers des agents mandatés qui sont déboursés directement par la Commission.

(3) Facteurs de pondération.

(4) Avec hypothèse d'octroi d'avances.

Pour 1990 l'avance sera octroyée dans la limite des disponibilités de crédits.

(5) Il est fait l'hypothèse que le Portugal bénéficiera d'une période dépassant 1992 pour la mise en oeuvre du casier.

ISSN 0257-9553

COM(89) 583 final

DOCUMENTOS

PT

03

N.º de catálogo : CB-CO-89-564-PT-C

ISBN 92-77-55432-0

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias

L-2985 Luxemburgo

Bruxelles, le22 novembre 1989.....

COM(89) 583/2

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

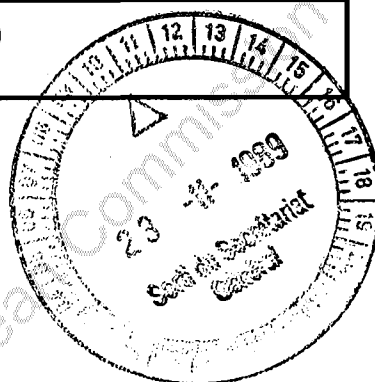
E/1435/89

C O R R I G E N D U M

Délai:

VENDREDI 24 NOVEMBRE 1989 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101



Objet : Secteur viti-vinicole

- casier viticole (Portugal)

Se référant à la procédure écrite E/1435/89 (doc. COM(89) 583, du 17.11.1989) relative à la question sous objet, le Secrétariat général diffuse ci-joint, à la demande de la DG. VI sous l'autorité de M. VAN SHARRY, une version révisée de la fiche financière.

L'échéance reste fixée au vendredi 24 novembre 1989, 12 heures.

H. BECK

Directeur

Copie : MM. LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW, DEWOST

p.i. : M. de MOOR

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du Conseil portant dispositions particulières relatives à l'établissement du casier viticole communautaire au Portugal (1).

1. Ligne budgétaire : III B poste : 3820 intitulé : Actions de contrôle et de lutte contre la fraude.

2. Base juridique : Art. 43 du traité.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~Dispositif d'urgence~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : établissement d'un casier viticole communautaire dans les pays membres producteurs de vin à l'aide :
- d'une contribution communautaire à son coût ainsi qu'à l'informatisation de sa gestion;
- d'agents mandatés chargés de la coordination de sa mise en oeuvre.

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense : remboursement des dépenses nationales (2); possibilité d'avances.

5.2 Part du financement communautaire : 50 %

5.3 Calcul :

Indice : $(680.000 \text{ exp.} \times 0,7^{(3)}) + (350.000 \text{ ha} \times 0,3^{(3)}) = 581.000$

Coût global de l'établissement du casier : $48 \text{ écus} \times 581.000 = 27,9 \text{ mégas.}$

Coût à la charge du budget communautaire : $27,9 \times 0,50 = 14 \text{ mégas.}$

Investissements en informatique = 0,4 mégas.

Frais de mission/divers relatifs aux agents mandatés : 25.000 écus/an.

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels

6.1 Échéancier des crédits ~~1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000~~ (crédits non dissociés en mio écus) ⁽⁴⁾

Exercice	
1989	-
1990	1,2
1991	1,7
1992	2,6
■ Exercices suivants ⁽⁵⁾	9
Total	<u>14,5</u>

6.2 Financement pendant l'exercice en cours : n'est pas nécessaire.

7. Observations :

(1) La proposition vise à avancer le démarrage de l'établissement du casier viticole au Portugal initialement prévu pour 1991 (voir l'acte d'adhésion en liaison avec le règlement (CEE) n° 2392/86), d'un an à 1990.

(2) Sauf pour les frais de mission et frais divers des agents mandatés qui sont déboursés directement par la Commission.

(3) Facteurs de pondération.

(4) Avec hypothèse d'octroi d'avances.

Pour 1990 l'avance sera octroyée dans la limite des disponibilités de crédits.

(5) Il est fait l'hypothèse que le Portugal bénéficiera d'une période dépassant 1992 pour la mise en oeuvre du casier.